

ACTUALITÉ TRIMESTRIELLE DE DROIT DES AFFAIRES - NUMÉRO 1

SOMMAIRE

À LA UNE

Pourvoi direct contre les décisions rendues sur opposition à une ordonnance d'injonction de payer : la CCJA met fin à 17 ans de jurisprudence, [Par Emmanuel Douglas FOTSO, Docteur en droit](#)

DROIT COMMERCIAL

[Par Patrice Samuel Aristide BADJI, Agrégé des Facultés de droit](#)

- Le paiement partiel constitutif d'une reconnaissance de dette, cause d'interruption de la prescription
- Commentaires de la loi sénégalaise n°2019-04 du 1er février 2019 relative au contenu local dans le secteur des hydrocarbures
- L'absence d'exclusivité de la forme écrite dans la présomption de bail à usage commercial et l'incompétence du juge des référés en présence d'une contestation sérieuse
- Le défaut d'introduction d'une demande dans les délais légaux, obstacle à l'acquisition d'un droit au renouvellement et d'une indemnité d'éviction
- L'impossible rétention de la qualification de contrefaçon, concurrence déloyale et de parasitisme en l'absence de similitude entre deux marques dûment enregistrées
- *Impossible* expulsion d'un preneur sans démonstration de la qualité de bailleur et respect de la procédure visée à l'article 133 AUDCG

DROIT DES SOCIÉTÉS ET DES PROCÉDURES COLLECTIVES

[Par Emmanuel Douglas FOTSO, Docteur en droit](#)

- Nomination des dirigeants sociaux : Pas d'opposabilité aux tiers en l'absence de publication au RCCM
- Révocation des dirigeants : la société est tenue au paiement des dommages et intérêts en cas de révocation injustifiée
- Expertise de gestion : la demande ne peut porter que sur des opérations précises et clairement identifiées
- Responsabilité du dirigeant : l'incompétence de la CCJA à connaître d'une action en responsabilité pour concurrence déloyale ou détournement de clientèle



- L'incompétence du juge des référés à désigner un mandataire ad 'hoc
- Les conditions de l'abus de minorité
- Responsabilité pénale : une société commerciale condamnée pour homicide et blessures involontaires
- Résolution du concordat préventif : la notion de manquements suffisamment graves du débiteur
- Procédures collectives : le règlement CEMAC du 21 décembre 2018 relatif aux services de paiement précise le régime de traitement des difficultés des établissements de paiement

DROIT DES PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

Par Jérémie Wambo, Juriste référendaire à la CCJA

- Le tiers saisi fautif peut-il être admis à invoquer une irrégularité de la saisie pour échapper à la condamnation au paiement des causes de ladite saisie ?
- Le tiers saisi est-il recevable à relever appel contre une décision rejetant la contestation de saisie attribution initiée par le débiteur saisi ?

DROIT DES SÛRETÉS ET DES GARANTIES DU CRÉDIT

Par Mariama DIABY, Doctorante en droit

- La clôture contradictoire du compte courant, condition nécessaire à l'existence d'une créance certaine, liquide et exigible
- La validité du cautionnement remplissant les conditions requises par l'article 4 de l'AUS

DROITS NATIONAUX

- **Le Cameroun se dote enfin d'une loi sur la sécurité sanitaire des aliments**
Par AKONO ADAM Ramsès, Docteur en droit
- La précision des modalités d'application de certaines dispositions des lois portant statut général des établissements publics et des entreprises publiques au Cameroun
Par AKONO ADAM Ramsès, Docteur en droit

